

VENTE COURANTE
MOBILIER, TABLEAUX, BIBELOTS,
ELECTROMENAGER, INFORMATIQUE...

EXPOSITION :
Mercredi 25 septembre de 9H à 11H
Photographies sur www.encheres-orient.com
Frais judiciaires 14.40 %, frais volontaires 22%.

Jack-Philippe RUELLAN
MAISON DE VENTES AUX ENCHÈRES VANNES

Commissaire-priseur habilité - Agrément 2002-221
8 rue du Dr J. Audic - ZAC du Ténéré
BP 37 - 56001 VANNES Cedex - Tél. : 02 97 47 26 32
ruellan.cpriseur@orange.fr - www.avvigation.com

Samedi 21 septembre à 14h15

SOUVENIRS HISTORIQUES

Armes
Anciennes
Militaria

Expo : vend. 20 : 9h-12h/14h-18h
sam. 21 : 9h-11h

Vendredi 27 septembre

EXPERTISE GRATUITE
toutes spécialités
9h-12h/14h30-18h
sans rdv

Samedi 5 octobre à 14h15

BROCANTE & DÉCORATION
dont Timbres-Poste

 **THIERRY - LANNON & ASSOCIÉS**
Société de Ventes aux Enchères Publiques (agr. 2001/18)
30/31 Quai des Indes - 56100 LORIENT / TEL : 02 97 06 35 40
Mail : etude-orient@thierry-lannon.com

JOURNÉES D'EXPERTISES GRATUITES
TABLEAUX - BIJOUX & MONNAIES D'OR - ARGENTERIE - ART D'ASIE - VINS - ETC...
EXPERTISES GRACIEUSES ET CONFIDENTIELLES, EN VUE DE VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2019 DE 10H à 12H
A l'Etude : 30/31 Quai des Indes, 56100 LORIENT - Tél 02 97 06 35 40
SANS RENDEZ-VOUS
WWW.THIERRY-LANNON.COM

Me Philippe L. LANNON - Me Gilles GRANNES - Me Sandy SURMELY - Commissaires-Priseurs

Immobilier

En lotissement, tout bâtiment peut être démoli

La justice a ordonné la démolition d'un établissement hospitalier pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) parce que la construction excédait le maximum de surface bâtie par lot autorisé par le cahier des charges. Le cahier des charges d'un lotissement, rappelle la Cour de cassation, est un document interne, un contrat qui régitement sans limitation de durée les rapports de voisinage et les règles intérieures du lotissement. La construction trop grande crée un "trouble manifestement illicite", explique la Cour, et la démolition peut être ordonnée par le juge des référés, juge de l'urgence et de l'évidence, au besoin avec application d'une astreinte. Les contestations concernent habituellement de légers dépassements de surfaces ou la construction de piscines, mais rarement des bâtiments d'intérêt général. Mais pour la justice, ceux-ci sont soumis aux mêmes règles et peuvent être démolis à la demande des voisins. (Cass. Civ 3, 15.3.2018, V 17-13.495).

Commune de Ploemeur

Réalisation de clôtures, 2019-2022

PROCÉDURE ADAPTÉE

Nom et adresse de l'organisme acheteur : commune de Ploemeur, 1, rue des Écoles, 56270 Ploemeur. Téléphone 02 97 86 40 18. Télécopieur 02.97.86.41.21. Courriel : marchespublics@ploemeur.net. Adresse internet du profil acheteur : <http://www.e-megalisbretagne.org>
Objet du marché : réalisation de clôtures, 2019-2022.
Lieu d'exécution et de livraison : sur le territoire de la commune de Ploemeur 56270.
Caractéristiques principales : accord-cadre à bons de commandes, lot unique mono-attributaire.
Durée du marché : 3 ans.
Procédure : la présente consultation est passée en procédure adaptée conformément à l'article R.2123-1 du Code de la commande publique.
Délai minimum de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.
Retrait et dépôt des dossiers : Par internet : <https://www.marches.e-megalisbretagne.org/> ou <http://www.ploemeur.com/marchespublics>
Conditions de participation : certificats, attestations et déclarations précisés dans le règlement de consultation.
Critères d'attribution : offre économiquement la plus avantageuse selon les critères précisés dans le règlement de consultation.
Date limite de dépôt des offres : vendredi 11 octobre à 12 h 00.
Date d'envoi du présent avis à la publication : 18 septembre 2019.

Adjudications immobilières

REGENT GROULT
Société civile professionnelle - Avocats
27, rue Amiral-Courbet, BP 70227, 56102 LORIENT cedex
Tél. 02 97 21 03 51

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Le jeudi 24 octobre 2019 à 14 h 00

À l'audience du tribunal de grande instance de Lorient, rue Maître-Esvelin.
Commune d'**EVELLYS** (Morbihan)
(ancienne commune Naizin)
8, rue des Lavandières
UNE MAISON D'HABITATION

Se composant :
- au rez-de-chaussée : cuisine, salon, salle à manger, 2 chambres, salle de bains, WC,
- à l'étage : 3 chambres dont une chambre avec WC et coin lavabo, 2 greniers.
Garage, buanderie, cave en sous-sol.
Cadastrée section AA n° 571 pour une contenance de 10 a 05 ca.

Mise à prix : 45 000 euros (quarante-cinq mille euros)
Frais en sus.
Avec possibilité de baisse à 35 000 euros (trente-cinq mille euros) à défaut d'enchères avant éventuelle mise à prix au montant initial de 25 000 euros (vingt-cinq mille euros) (article R.322-47 du C.P.C.E.).
Cette vente a lieu en exécution :
- d'un commandement de saisie immobilière en date du 28 mars 2018 publié au service de la publicité foncière de Lorient 3e bureau le 18 avril 2018 volume 2018 S n° 9,
- d'un jugement rendu le 11 juillet 2019 par le juge de l'exécution immobilière du tribunal de grande instance de Lorient.
À la requête de la Banque Populaire Grand Ouest (B.P.G.O.) venant aux droits de la Banque Populaire Atlantique (B.P.A), société anonyme coopérative de Banque Populaire à capital variable régie par les articles L.512-2 et suivants du Code monétaire et financier et l'ensemble des textes relatifs aux banques populaires et aux établissements de crédit dont le siège social est situé 15, boulevard de la Boutière, CS 26858, 35768 Saint-Grégoire cedex, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Rennes sous le n° B 857 500 227. Ayant pour avocat la SCP Regent Groult, avocat au barreau de Lorient.
Pour tous renseignements, s'adresser à la SCP Regent Groult, avocat, ou au greffe du tribunal de grande instance de Lorient où est déposé le cahier des conditions de la vente.
Les enchères ne seront reçues que par le ministère d'un avocat près le tribunal de grande instance de Lorient.

Vie des sociétés

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 18 septembre 2019, à Caudan.
Dénomination : Villa Marine.
Forme : entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée.
Siège social : 1, espace Jean-Gaudin, 56850 Caudan.
Objet : prestations de coiffure.
Durée de la société : 50 années.
Capital social fixe : 2 000 euros.
Gérant : Mme Marine Salic, demeurant 3, impasse de l'Eglise, 56850 Caudan.
La société sera immatriculée au RCS de Lorient.

Pour avis
La Gérance.

Me Florence FARINEZ
Notaire à SARZEAU (Morbihan)

Date : 16 septembre 2019. Jugement prononçant la clôture du plan de redressement de : EARL Jégo Philippe, adresse : Rivaudo, 56420 Cruguel, Forme : EARL, n° de RCS de Vannes 378 404 412.

TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE VANNES CLÔTURE DE LA LIQUIDATION JUDICIAIRE

Date : 16 septembre 2019. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif de : Association Maison Familiale de La Forêt et de l'Environnement, adresse : 15, chemin du Vincin, 56610 Aradon, forme : association.

Par arrêté en date du 11 septembre 2019, le président de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le zonage d'assainissement collectif de la commune de Pluneret, volet «eaux usées», en vue de son approbation. L'enquête publique portera sur la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif.

À cet effet, Mme Claudine Petit-Pierre, ingénieur de la fonction publique territoriale en retraite a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice par ordonnance de M. le Président du tribunal administratif de Rennes du 10 septembre 2019. L'enquête se déroulera du lundi 7 octobre 2019 à 9 h 00 au mercredi 6 novembre 2019 à 17 h 00. Le dossier sera consultable en mairie durant toute la période de l'enquête, aux dates et heures d'ouverture de la mairie : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 - 13 h 30 à 17 h 30, le mercredi de 8 h 30 à 12 h 00 - 13 h 15 à 17 h 30 et le samedi de 8 h 30 à 12 h 00. Il sera également consultable au siège de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, espace tertiaire Porte Océane 2, rue du Danemark, CS 70447, 56404 Auray cedex, du lundi au jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 - 13 h 30 à 17 h 30 et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 - 13 h 30 à 16 h 30. Un poste informatique sera mis à la disposition du public en mairie de Pluneret pour consulter les éléments du dossier durant l'enquête publique.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de Mme Sylvia Noblanc, technicienne traitement des eaux usées et métrologie, au siège d'Auray Quiberon Terre Atlantique ou à l'adresse mail : eau.assainissement@auray-quiberon.fr

dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique. Il sera, en outre, également disponible durant l'enquête publique sur les sites internet de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique (www.auray-quiberon.fr) et de la commune de Pluneret (www.pluneret.fr).

La commissaire enquêtrice recevra en mairie :
- le lundi 7 octobre de 9 h 00 à 12 h 00,
- le samedi 19 octobre de 9 h 00 à 11 h 30,
- le mercredi 6 novembre de 14 h 00 à 17 h 00.

Pendant la durée de l'enquête, les observations sur cette révision du zonage pourront être consignées sur le registre déposé en mairie ou également être adressées par écrit en mairie ou par email à : eau.assainissement@auray-quiberon.fr à l'attention de la commissaire enquêtrice, de manière qu'elles puissent lui parvenir avant la clôture de l'enquête.

Cette révision de zonage d'assainissement a fait l'objet d'une évaluation environnementale. Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus postérieurement à l'enquête, à la disposition du public, au siège de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, espace tertiaire porte Océane 2, 25, rue du Danemark, CS 70447, 56404 Auray cedex et en mairie de Pluneret, 7, place Vincent-Jolivet, 56400 Pluneret et pourront être communiqués à toute personne qui en ferait la demande pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Ils seront également publiés sur les sites internet de la communauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

munauté de communes et de la com-

sier de moication simplifiée du PLU sera mis à disposition du public pendant un mois à compter du 30 septembre et jusqu'au 31 octobre. Ce dossier sera consultable en mairie aux heures d'ouvertures habituelles ainsi que sur le site internet de la mairie.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

Par ailleurs, un registre permettant le recueil des observations du public sera mis en place durant cette période.

mairie de Quéven, aux jours et heures d'ouverture au public indiqués ci-après : du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00, le samedi de 9 h 00 à 12 h 00 (mairie fermée le dimanche et les jours fériés).

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la mairie de Quéven, siège de l'enquête.

Durant la période de l'enquête publique, tout intéressé pourra se rendre à la mairie de Quéven, place Quinio, aux jours et heures d'ouverture, prendre connaissance des dossiers et consigner ses observations et propositions éventuelles sur le registre d'enquête.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès de Lorient Agglomération, Direction eau et assainissement, CS 20001, 56314 Lorient cedex (Renseignements au 02 90 74 75 36).

Les dossiers d'enquête publique pourront également être consultés depuis un poste informatique à la mairie, aux horaires habituels d'ouverture, ou sur le site internet de Lorient Agglomération à l'adresse : www.lorient-agglo.bzh

Le public pourra également communiquer à la commissaire enquêtrice, qui les annexera au registre, ses observations et propositions éventuelles par correspondance, adressée à Mme la Commissaire enquêtrice, enquête publique sur le projet de zonage d'assainissement des eaux usées, mairie, place Pierre-Quinio, CS 30010, 56530 Quéven.

Les observations pourront également être recueillies par voie électronique à l'adresse : zonagequeven@agglo-orient.fr

Mme Anne-Marie Carlier, a été désignée commissaire enquêtrice par M. le Président du tribunal administratif de Rennes le 10 juillet 2019.

La commissaire enquêtrice se tiendra à la disposition du public, en mairie de Quéven, les jours suivants :

- le lundi 7 octobre 2019 de 9 h 00 à 12 h 00,
- le mercredi 16 octobre 2019 de 14 h 00 à 17 h 00,

- le samedi 26 octobre 2019 de 9 h 00 à 12 h 00,
- le lundi 4 novembre 2019 de 14 h 00 à 17 h 00,

- le vendredi 8 novembre 2019 de 14 h 00 à 17 h 00.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi que sur le site internet de Lorient agglomération (www.lorient-agglo.bzh) pendant un an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978. A l'issue de l'enquête, le dossier de zonage d'assainissement des eaux usées éventuellement modifié pour tenir compte des avis formulés lors de l'enquête et des conclusions de la commissaire enquêtrice, seront soumis à Lorient Agglomération pour approbation.

Le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public à la mairie de Quéven, aux jours et heures habit